

DÉLIBÉRATION n°2021-17
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance 16 juin 2021

Plan d'action de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Le Conseil d'Administration,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université ou à une communauté d'universités et établissements,

Vu le projet stratégique 2020-2025,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

Le plan d'action de lutte contre les violences sexistes et sexuelles est adopté.

Membres en exercice : 29 membres
Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :
 Abstention : 5

Contre :
 Pour : 17

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 16 juin 2021

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Plan de lutte VSS (13 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :



Plan d'action de lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS)

CA du 16 juin 2021

Plan d'action de lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS)	1
Introduction	2
I) Le dispositif de sensibilisation, de prévention et de formation	3
II) Le dispositif d'écoute et d'accompagnement	3
III) Le dispositif de signalement obligatoire et de sanction en cas d'alerte	4
Annexe n° 1 : Formations pluridisciplinaires dans le cadre du Plan d'action de lutte contre les violences sexistes et sexuelles	5
Annexe n° 2 : Arrêté de nomination de deux Référentes égalité « femmes-hommes » et lutte contre les discriminations	9
Annexe n° 3 : Lettre de mission de la référente égalité femme-homme et lutte contre les discriminations	10
Annexe n° 4 : Arrêté relatif à la création de la cellule d'accueil et d'écoute des étudiantes et des étudiants dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les violences et les discriminations	12

Introduction

Dans le cadre de son projet stratégique 2020-2025, l'IEP de Rennes affirme plus que jamais sa responsabilité sociétale et environnementale afin de contribuer de manière exemplaire à la préservation et l'enrichissement des biens communs, à un monde de solidarité et à la qualité de vie au travail. Dans ce cadre, la lutte contre toutes les discriminations, le harcèlement sexuel et moral, ainsi que le sexisme, est un objectif central.

Depuis septembre 2019, des engagements et initiatives ont déjà été mis en place :

- **la nomination d'une référente égalité femme-homme** dont la mission est de mener des actions, d'information, de prévention et de sensibilisation à l'égalité femme-homme et à la lutte contre les discriminations de genre,
- la mise en place d'une **cellule d'accueil et d'écoute** facilitant la gestion des plaintes et des dénonciations ainsi que la résolution de conflits à travers une écoute attentive et confidentielle,
- l'instauration d'un point santé mis à la disposition des étudiantes et des étudiants qui peuvent, le jeudi après-midi sur rendez-vous, y consulter une **psychologue** gratuitement,
- un partenariat accru avec le **SSE** pour faciliter l'accès des services proposés aux étudiants.

Cependant, il nous est paru nécessaire de consolider et pérenniser ces dispositifs. Il s'agit en effet de mener des politiques structurelles efficaces de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et contre les discriminations, de façon à renforcer la protection des victimes et à lutter contre l'impunité des auteurs de violences.

L'IEP de Rennes a donc souhaité, dès le mois de février 2021 et en concertation en particulier avec les associations étudiantes de Sciences Po, élaborer un plan d'action volontariste de lutte contre les VSS et contre toutes les formes de discriminations. Ce plan d'action de l'IEP de Rennes se veut l'illustration d'une volonté forte et sans faille de mettre fin à tout type d'infraction et faire évoluer les comportements à travers la formation-sensibilisation-prévention, la qualité de l'accompagnement ainsi que l'efficacité et la rapidité des sanctions.

I) Le dispositif de sensibilisation, de prévention et de formation

- Distribution à toutes les étudiantes et tous les étudiants, dès la rentrée, d'un flyer de sensibilisation aux VSS, indiquant les canaux de signalement.
- Mise à disposition d'une documentation spécifique au sein de l'établissement, notamment à la bibliothèque, à l'occasion des rentrées.
- Meilleure information des usagers sur les dispositifs mis en place dans notre établissement, mais aussi dans le cadre d'Unir, pour prévenir et lutter contre le harcèlement, les discriminations et les violences sexuelles et sexistes.
- Mise en place de réunions régulières des référentes égalité des 7 établissements afin de partager les bonnes pratiques et mutualiser les formations pertinentes.
- Mise en place de formations obligatoires, évolutives en fonction de l'année du cursus en conférences plénières et en ateliers, par une équipe pluridisciplinaire et des partenaires multiples (annexe n°1).
- Intégration du dispositif dans les conventions de stage et contrats d'alternance.
- Mise en place de formations spécifiques et obligatoires auprès des bureaux des associations, notamment au moment des passations des bureaux au mois de juin.
- Formation et sensibilisation des personnels portant sur la prévention, l'écoute et les procédures possibles. Ces formations sont inscrites dans le plan de formation 2021.
- Mise en place d'une formation des membres de la section disciplinaire.
- Évaluation globale et annuelle du dispositif.
- Elaboration d'une Charte d'utilisation des systèmes d'information de Sciences Po Rennes qui précise les principaux droits, les devoirs et les responsabilités des utilisateurs, en conformité avec les législations et réglementations en vigueur.
- Mise en place de la démarche d'obtention d'une labellisation Diversité et Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

II) Le dispositif d'écoute et d'accompagnement

- Mise en place d'une cellule d'accueil et d'écoute : arrêté de nomination des référentes (annexe n° 2), lettre de mission des référentes (annexe n°3), arrêté de création de la cellule d'accueil et d'écoute (annexe n° 4).
- Création d'une adresse mail dédiée : ecoute@sciencespo-rennes.fr
- Création d'une page internet d'informations pratiques et de ressources.
- Création d'une fiche action : nécessité de guider le recueil du témoignage et ainsi faciliter l'action judiciaire éventuelle.
- Mise en place d'une pluralité de canaux d'écoute et de signalement (pluridisciplinaires et partenaires multiples) permettant éventuellement de rediriger des témoignages vers des interlocuteurs qui pourront écouter et accompagner de façon confidentielle les victimes : cellule d'écoute, référentes égalité femme-homme, direction, enseignants, agents de l'administration, convention avec des associations (notamment SOS victimes 35, planning familial), avocate référente, psychologue, service de santé des étudiants (SSE), etc.
- Mise à disposition des victimes d'un soutien juridique (associations, avocats).
- Mise en action du dispositif d'accompagnement dès le témoignage connu (écoute, aménagement de l'emploi du temps, soutien juridique et médical, etc.).

- Elaboration et diffusion de « **fiches action** » pour traiter au mieux les différents cas.
- **Garantie des meilleures conditions matérielles d'accueil** des étudiantes et des étudiants en détresse.
- **Actions en direction des associations étudiantes** : actualisation de la charte des associations, désignation d'une référente ou d'un référent égalité dans chaque association étudiante, actions de formation, subventions spécifiques pour les actions de promotion de l'égalité femme-homme.
- **Pérennisation du dispositif « d'ambassadrices-ambassadeurs prévention »** : désignation d'ambassadeurs de prévention parmi les étudiants dans les différentes promotions pour une mission de vigilance dans le cadre des manifestations organisées dans et à l'extérieur de Sciences Po Rennes.

III) Le dispositif de signalement obligatoire et de sanction en cas d'alerte

Il est rappelé que lorsqu'un agent de l'établissement est informé d'un acte susceptible de poursuites judiciaires, le code de procédure pénal (article 40) impose la saisine du Procureur de la République :

« Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40-1.

Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ».

- **Conventionnement avec le Parquet et le Rectorat** afin d'offrir la possibilité à l'établissement d'avoir un échange direct avec le Parquet sur la meilleure orientation à donner à une situation. Conventionnement qui permet notamment la mise en place d'un référent « IEP » au sein du Parquet.
- **Possibilité de mesures de protection en application du règlement intérieur.** Ces éventuelles mesures sont prises dans le cadre du maintien de l'ordre intérieur de l'établissement.
- **Saisine de la section disciplinaire de l'établissement ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur**, en cas de faits caractérisés et/ou de sanction juridictionnelles
- **Conditionnement du financement** des associations et des manifestations organisées sous l'égide de Sciences Po Rennes ou par les associations domiciliées à Sciences Po Rennes au respect du dispositif relatif à la lutte contre les VSS.
- **Intégration du dispositif au sein du règlement intérieur de l'IEP.**

Annexe n° 1 : Formations pluridisciplinaires dans le cadre du Plan d'action de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

1^{ère} année

Dates	Format	Durée	Thème
1 ^{er} septembre	Conférence introductive plénière pour toute la promotion	2h	Présentation des actions de la Direction sur la lutte contre les discriminations et VSS ; Présentation des référentes égalité ; Présentation du SSE par la directrice, Dr Casin ; Présentation des formations par M. François Lavallière (Magistrat)
3 ^{ème} semaine de septembre	Conférence introductive plénière pour toute la promotion	2h	Prévention et consentement (M. Lavallière, médecin, association)
3 ^{ème} et 4 ^{ème} semaine de septembre	2 Ateliers obligatoires dispensés par un binôme (magistrat/médecin/association/avocat)	2x2h	1 ^{ère} semaine : consentement et conduites à risque 2 ^{ème} semaine : qualification des VSS- Conséquences (risques encourus)
2 ^{ème} semestre	2 conférences plénières	2x2h	Cyber-harcèlement et conduites à risque sur les réseaux La présentation de la chaîne des acteurs en cas de plainte

2^{ème} année

Dates	Format	Durée	Thème
1^{er} septembre	Conférence introductive plénière pour toute la promotion	2h	Présentation des actions de la Direction sur la lutte contre les discriminations et VSS ; Présentation des référentes égalité ; Présentation du SSE par le Dr Casin ; Présentation des formations par M. François Lavallière (Magistrat)
3^{ème} semaine de septembre	Conférence introductive plénière pour toute la promotion	2h	Prévention et consentement (M. Lavallière, médecin, association) 1 ^{ère} semaine : consentement et conduites à risque
3^{ème} et 4^{ème} semaine de septembre	2 Ateliers obligatoires dispensées par un binôme (magistrat/ médecin/association/avocat).	2x2h	2 ^{ème} semaine : qualification des VSS - Conséquences (risques encourus)
S1 et S2	2 ateliers obligatoires (40 étudiants par groupe)	4x 2 h	Les violences sexistes et sexuelles en politique animée par Mme Fionna Teixere (Conseillère parlementaire)
2^{ème} semestre	Conférence plénière obligatoire avant le départ à l'étranger	2 h	Dispensée par la directrice des RI, Mme Emilie Gaillard (Maître de conférences à l'IEP de Rennes)
	Une conférence plénière	2h	Cyber-harcèlement et conduites à risque sur les réseaux

4^{ème} année

Dates	Format	Durée	thème
1 ^{er} septembre	Conférence introductive plénière obligatoire pour toute la promotion	2h	Présentation des actions de la Direction sur la lutte contre les discriminations et VSS ; Présentation des référentes égalité ; Présentation du SSE par le Dr Casin ;
3 ^{ème} semaine de septembre	Conférence introductive plénière obligatoire toute la promotion	2h	Présentation des formations par M. François Lavallière (Magistrat)
Un vendredi après-midi fin septembre /début octobre	Conférence	2h	Consentement et prévention, animée par M. François Lavallière (magistrat), Maître Michaud (avocat pénaliste) et une association d'aide aux victimes
S1-S2 le vendredi après-midi	2 ateliers obligatoires adaptés selon les différents séminaires	2x2h	La reconstruction des victimes, médias et VSS, justice, VSS et interculturalité, etc.

3^{ème} et 5^{ème} année

Année	Dates	Format	Durée	thème
3 ^{ème} et 5 ^{ème} année	Octobre	Conférence plénière ouverte aussi aux 2 ^{ème} année	2h	Harcèlement au travail, animée par M. François Lavallière (magistrat) et un médecin ou avocat pénaliste et une association

Autres formations spécifiques

Année	Dates	Format	Durée	thème
Étudiants étrangers	S1-S2	2 Ateliers obligatoires	2x2h	Formation animée par une association

Destinataires	Dates	Format	Durée	thème
Bureaux des associations	Sept-Octobre	Formation sur les risques festifs et lutte contre les VSS	4h	Formation organisée par UNIR (association)

Destinataires	Dates	Format	Durée	thème
Direction et cellule d'écoute	Séminaire	Formations sur les VSS, l'écoute et l'accompagnement des victimes	3h	Formation animée par François Lavallière (magistrat) et une association
Personnel administratif	Septembre - octobre	Formations sur les VSS, l'écoute et l'accompagnement des victimes	3h	Formation animée par François Lavallière (magistrat) et une association

Annexe n° 2 : Arrêté de nomination de deux Référentes égalité « femmes-hommes » et lutte contre les discriminations

Arrêté de nomination de deux Référentes égalité « femmes-hommes » et lutte contre les discriminations

- Vu le code de l'éducation,
- Vu le décret le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif,
- Vu la Charte pour l'Egalité entre les Femmes et les Hommes signée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et la Conférence des Grandes écoles en 2013,
- Vu la mise en place de référents « racisme-antisémitisme » dans l'enseignement supérieur en 2015,
- Vu le règlement intérieur de l'IEP, adopté par le Conseil d'administration en mars 2019,
- Vu la Circulaire du 30 novembre 2019, relative à la mise en place de référents Egalité au sein de l'Etat et de ses établissements publics,
- Vu la délibération portant sur Répertoire des responsabilités pédagogiques et primes associées adoptée en CA restreint du 9 décembre 2020.

Le Directeur décide

Article 1

En remplacement de Madame Sylvie Ollitrault, suite à son départ de l'établissement, sont nommées référentes « égalité femme-homme et lutte contre les discriminations » :

- Madame Marta Iglesias Casal, Directrice adjointe – directrice des études cycle Bachelor de Sciences Po Rennes, professeure d'espagnol,
- Madame Adeline Thobie, Maître de conférences en droit privé à Sciences Po Rennes.

Article 2

Le cadre d'exercice de ces fonctions sont définies dans la Lettre de mission des référentes égalité femme-homme et lutte contre les discriminations (jointe en annexe).

Article 3

Leur prise de fonction est effective à compter du lundi 11 janvier 2021, pour une durée de trois ans.

Fait à Rennes, le 11 janvier 2021

Le Directeur

Pablo DIAZ

Annexe n° 3 : Lettre de mission de la référente égalité femme-homme et lutte contre les discriminations

Lettre de mission de la référente égalité femme-homme et lutte contre les discriminations

I - Références juridiques :

- Vu le code de l'éducation ;
- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment les articles 6 ter A, 25 à 28 bis
- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
- Vu le décret le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif ;
- Vu le règlement intérieur de l'IEP, adopté par le Conseil d'administration en mars 2019.
- Vu la délibération portant sur Répertoire des responsabilités pédagogiques et primes associées adoptée en CA restreint du 9 décembre 2020

Au vu de l'ensemble des dispositions précitées, le Directeur a pris les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la mission de référente « égalité femme-homme et lutte contre les discriminations » ainsi qu'à sa rétribution.

La désignation s'accompagne de la présente lettre de mission pour consigner et clarifier les conditions d'exercice du travail du référent déontologue et laïcité – référent lanceurs d'alerte.

II - Désignation de la référente « égalité femme-homme et lutte contre les discriminations » ainsi qu'à sa rétribution.

La référente est désigné par le Directeur par arrêté et est placée sous la seule autorité fonctionnelle directe du Directeur.

III -Durée de la désignation du Référent déontologue et laïcité – Référent lanceurs d'alerte :

La référente exerce ses fonctions pour une durée de 3 ans, à compter de sa désignation. Au terme de cette période, il pourra être procédé au renouvellement de sa mission, dans les mêmes conditions, dans la limite de 3 ans.

Une interruption/modification de cette durée de fonctions est possible, avec accord exprès des deux parties, à l'issue d'un préavis de 3 mois.

IV - Champ d'intervention de la Référente

Périmètre :

- Contribue à la mise en œuvre du projet stratégique 2019-2024 de l'établissement sur lequel a été élu le Directeur et notamment l'orientation stratégique n° 3 : « L'exigence de la responsabilité sociétale, environnementale et de l'innovation sociale »,

- Est membre de la « cellule d'accueil et d'écoute » avec de la Directrice des études et de la responsable du pôle formation,
- Organise la participation de l'IEP de Rennes aux débats sociétaux autour de la lutte contre toutes les discriminations, le harcèlement sexuel et moral, le sexisme,
- Est la référente sur ces questions de tous les étudiants, associations, collègues administratifs et enseignants,
- Veille à la cohérence des actions menées par l'institution dans ce domaine,
- Coordonne l'activité des associations de l'IEP de Rennes dans ce domaine,
- Développe la prévention et la formation des étudiants, associations, collègues administratifs et enseignants,
- Assure la cohérence de ses actions avec celles du site rennais (UniR),
- Représente l'IEP de Rennes dans les instances extérieures traitant de ces problématiques (UniR, réseau ScPO, CGE, CROUS, etc.).

VII - Modalités d'exercice des missions de la Référente

Respect des principes déontologiques :

La référente accomplit sa mission avec diligence, exemplarité et en toute indépendance. Dans l'accomplissement de sa fonction, la référente doit respecter les principes déontologiques auxquels sont soumis tous les agents publics, à savoir :

- Principe de prévention des conflits d'intérêt
- Principes d'intégrité, d'honorabilité et de probité
- Devoir de réserve
- Devoir de dignité
- Professionnalisme
- Rigueur et disponibilité
- Indépendance, impartialité et déport
- Secret professionnel et discrétion professionnelle
- Devoir de neutralité.

Moyens matériels / modalités de rémunérations du RDL-RLA :

La référente dispose des moyens matériels nécessaires à l'exercice de sa mission :

- accès aux nouvelles technologies (courriel spécifique ...) ;
- moyens d'information et de communication (page dédiée sur le site internet de l'IEP de Rennes, emplacement confidentiel dédié sur le réseau informatique, téléphone, poste informatique) ;
- un bureau dans les locaux de l'IEP de Rennes, avec une possibilité de mettre sous clé ses dossiers.

La référente bénéficiera d'une indemnité annuelle forfaitaire de 30 heures équivalent TD. Les déplacements qu'il/elle serait amenée à effectuer dans le cadre de ses interventions seront remboursés selon les modalités arrêtés par le conseil d'administration de l'IEP de Rennes.

Suivi et Rapport annuel d'activité :

La référente réalisera, à l'appui de son tableau de bord d'activité, un bilan annuel dans lequel elle pourra être amenée à formuler des propositions et préconisations, adressé du Directeur au plus tard le 31 mars de l'année N+1 de l'exercice des fonctions.

Annexe n° 4 : Arrêté relatif à la création de la cellule d'accueil et d'écoute des étudiantes et des étudiants dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les violences et les discriminations

Arrêté

Fonctionnement de la cellule d'accueil et d'écoute des étudiantes et des étudiants, mise en place dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les violences et les discriminations

Le Directeur de Sciences Po Rennes,

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif,

Vu la Charte pour l'Egalité entre les Femmes et les Hommes signée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et la Conférence des Grandes écoles en 2013,

Vu le règlement intérieur de l'IEP, adopté par le Conseil d'administration en mars 2019,

Vu la délibération portant sur Répertoire des responsabilités pédagogiques et primes associées adoptée en CA restreint du 9 décembre 2020.

Arrête :

Article 1

Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les violences et les discriminations, un dispositif de recueil et de traitement des signalements d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mise en place une **cellule d'accueil et d'écoute des étudiantes et des étudiants** au sein de Sciences Po Rennes, ci-après désignée (CAE).

Elle est composée : des « référentes égalité femme-homme et lutte contre les discriminations » et de la responsable du pôle formation. Dans le cas d'un signalement sur le campus de Caen, la CAE peut être élargie au personnel recevant le signalement sur le Campus de Caen.

Les membres de la CAE sont nommés par le Directeur pour une durée de trois ans.

Ce dispositif est ouvert à toutes les étudiantes et les étudiants qui s'estiment victimes ou témoins de tels actes ou agissements.

Article 2

Les étudiantes et les étudiants qui s'estiment victimes ou témoins des agissements mentionnés à l'article 1^{er} peuvent librement avoir recours au présent dispositif, qui ne se substitue pas aux autres voies de signalement ou de saisines possibles.

Article 3

Le dispositif prévu à l'article 1er a pour objet :

1° Le recueil des signalements effectués par les étudiantes et les étudiants s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;

2° La CAE propose à la victime présumée une mise en relation avec les acteurs en mesure de lui apporter un soutien et un accompagnement social, psychologique et juridique (médecine de prévention, psychologues, assistants de service social, avocat). Elle peut également l'orienter vers des associations spécialisées. Elle communique à cette fin à la victime présumée les coordonnées téléphoniques ou de messageries électroniques des intervenants concernés ;

3° Le traitement et le suivi des faits signalés ;

4° Proposer la mise en place des mesures conservatoires et de protection appropriées.

Article 4

La Direction garantit, par tout moyen approprié, la stricte confidentialité des informations communiquées dans le cadre du recueil et du traitement du signalement, de sa réception à la clôture du dossier. L'accès à ces informations est restreint aux seules personnes ayant besoin de les connaître.

Les tiers avec lesquels il est nécessaire de communiquer sont informés du caractère impératif du respect des règles de confidentialité.

Article 5

Les données relatives aux situations relatées sont traitées dans le respect des règles de protection des données personnelles. A ce titre, le dispositif fait l'objet d'une déclaration auprès du délégué à la protection des données.

Article 6

Le Directeur Général des Services est chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes le 10 avril 2021

Pablo DIAZ
